

**RAPPORT N° 2023/7-11
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 07 Décembre 2023**

OBJET

**ENTRETIEN DES ZONES TOURISTIQUES DE LOISIRS INTERCOMMUNALE DE SAINT FRANCOIS- COLORADO –
BRULE- AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE
SAINT DENIS POUR L'ANNEE 2024.**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 3 « Privilégier des espaces de respiration et de loisirs de qualité »
dans le cadre de l'ORIENTATION 2 « Bâtir le développement équilibré & Solidaire du Territoire » du projet
politique de la CINOR-**

Les zones touristiques de loisirs de Saint François, Colorado et Brûlé ont été déclarées d'intérêt communautaire par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2001 (rapport 2001/7-15).

Il vous est proposé de conclure une nouvelle convention d'objectifs et financière pour l'année 2024 (du 1^{er} janvier au 31 décembre) avec la Ville de Saint Denis pour l'entretien des sites de Saint François, du Colorado et du Brûlé. Il est rappelé que les liens juridiques entre les Communes membres et la CINOR ne peuvent se traduire que dans le cadre d'une convention et sur justificatifs certifiés.

A cet égard, les justificatifs devront faire apparaître d'une part, la liste du personnel affecté au site concerné et d'autre part, le détail des dépenses liquidées pour l'année 2024 comprenant :

- 1-** La liste du personnel et le statut du personnel,
- 2-** La catégorie (encadrant ou agent polyvalent),
- 3-** Le traitement brut,
- 4-** Les charges sociales,
- 5-** Le traitement net,
- 6-** Le coût du matériel et outillage,
- 7-** Le coût des réparations liées au fonctionnement du site (sanitaires...).

La CINOR remboursera la Mairie de Saint Denis pour un montant maximum (Saint-François : 67 000 €/ Colorado : 147 000 €/ Brûlé : 54 500 €) définit dans chaque convention pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, sur présentation des justificatifs des dépenses.

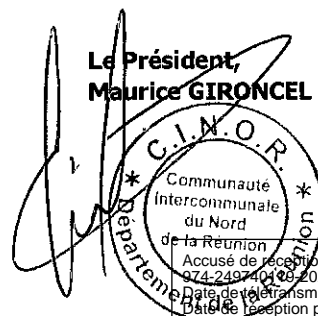
Cette dépense sera imputée au budget principal de la CINOR / section fonctionnement / CH 011 compte 62875.

Par conséquent je vous prie de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention d'objectifs et financière, passée entre la CINOR et la commune de Saint-Denis, pour l'entretien du site de Saint François, du Colorado et du Brûlé du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.
- M'autoriser à signer la convention correspondante.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



C.I.N.O.R.
Communauté
intercommunale
du Nord
de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
074-24974018-20231207-BC2023-7-11-DE
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

**DECISION N° 2023/7-11
du Bureau de la Communauté
en séance du 07 Décembre 2023**

OBJET

**ENTRETIEN DES ZONES TOURISTIQUES DE LOISIRS INTERCOMMUNALE DE SAINT FRANCOIS- COLORADO –
BRULE- AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE
SAINT DENIS POUR L'ANNEE 2024.**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 3 « Privilégier des espaces de respiration et de loisirs de qualité »
dans le cadre de l'ORIENTATION 2 « Bâtir le développement équilibré & Solidaire du Territoire » du projet
politique de la CINOR-**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/7-11 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention d'objectifs et financière, passée entre la CINOR et la commune de Saint-Denis, pour l'entretien du site de Saint François, du Colorado et du Brulé du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer la convention correspondante.

Nombre de votants : 14 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **14 DEC 2023**

Le Président,
Maurice GIRONCEL

